

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 41.495/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique, le 17 octobre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant statut pécuniaire du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications", a donné le 13 novembre 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Portée du projet

L'arrêté royal en projet a pour objet d'adapter le statut pécuniaire du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après : l'Institut) aux modifications résultant de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, qui a accru l'autonomie de l'Institut par rapport aux pouvoirs publics. De plus, le projet introduit dans le statut pécuniaire du personnel de l'Institut les principes résultant de la réforme dite "Copernic", notamment par l'octroi d'une allocation de gestion liée à la cotation obtenue lors de l'évaluation semestrielle.

De manière plus générale, l'arrêté en projet vise à rassembler dans un texte unique l'ensemble des dispositions régissant le statut pécuniaire du personnel de l'Institut. Ces dispositions sont actuellement dispersées dans un série d'autres textes, que le projet à l'examen abroge ou remplace. Parallèlement au présent projet, un projet d'arrêté royal portant le statut administratif du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications a également été soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'État, donné ce jour sous la référence 41.494/4. Ainsi qu'il ressort du rapport au Roi accompagnant ce dernier projet, ces deux projets constitueront ensemble "l'épine dorsale du statut du personnel de l'Institut" ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Rapport au Roi dans la demande d'avis relative à un projet d'arrêté royal portant le statut administratif du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, p. 2.

Observations générales

1. Il est renvoyé aux observations générales formulés dans l'avis 41.494/4 précité.

2. En ce qui concerne les articles 5 et 6 du projet, il ne ressort pas du rapport au Roi pourquoi une réglementation particulière est consacrée aux agents en service au 31 décembre 1993. L'auteur du projet doit être en mesure de justifier l'adoption de cette réglementation particulière au regard des principes d'égalité et de non-discrimination consacrés par les articles 10 et 11 de la Constitution.

La même observation vaut pour les autres dispositions du projet qui prévoient des dates-charnières pour l'application du statut pécuniaire (par exemple : article 15, § 1^{er}, alinéa 2; article 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, alinéa 2, et 6^o, alinéa 2; article 17, § 2, 1^o et 2^o; article 17, § 4 [...]).

Observations particulières

Préambule

1. La loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, visée au premier référant, ne constitue pas la base légale de l'arrêté en projet. Le premier référant sera donc omis.

2. C'est l'article 26, alinéa 4, de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges qui constitue la base légale de l'arrêté en projet. Au deuxième référant, il conviendra de remplacer les mots "notamment l'article 13" par les mots "notamment l'article 26, alinéa 4, modifié par la loi du 20 juillet 2006".

3. Il convient de viser, au préambule de l'arrêté en projet, tous les arrêtés que le texte en projet modifie ou abroge. La référence à ces textes se fera en mentionnant toutes les modifications expresses et encore en vigueur que ces textes ont subies, et cela uniquement par indication de la nature et de la date des textes modificatifs. Ces textes doivent être référés au préambule dans leur ordre chronologique en commençant par le plus ancien.

4. L'article 26, alinéa 4, de la loi du 17 janvier 2003, précitée, dispose que le statut administratif de l'Institut est fixé par le Roi "sur proposition de l'Institut et après accord du Ministre du Budget". Avant le référé visant l'avis de l'inspecteur des finances, il conviendra dès lors d'insérer un référé mentionnant la proposition de l'Institut du 10 février 2006.

5. Au lieu d'écrire "Vu l'avis du Délégué du Ministre du Budget, donné le 7 juillet 2006", il convient d'écrire "Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 7 juillet 2006".

Dispositif

Article 1^{er}

Au 3°, pour plus de clarté, il convient de remplacer dans le texte néerlandais, le terme "ambtenaar" par le terme "personeelslid in vast dienstverband", et dans le texte français le terme "agent" par les termes "agent statutaire".

L'ensemble du texte doit être revu en conséquence.

.../...

Article 4

L'article 4 comporte une rétroactivité en fixant l'entrée en vigueur des échelles de traitement respectivement aux 1^{er} juillet 2004 et 1^{er} juillet 2005. En ce qui concerne l'admissibilité d'une telle rétroactivité, il est renvoyé à l'observation n° 3 relative aux articles 73 et 74.

Article 5

La portée du paragraphe 3 n'est pas claire. Il conviendrait d'en rendre la rédaction plus compréhensible.

Article 9

1. À l'alinéa 1^{er}, dans le texte français, il y a lieu d'écrire :

"Par dérogation à l'article 8, § 2, le traitement d'un agent nommé à l'essai est fixé à l'échelle II liée à son grade [...]."

2. Il est suggéré d'ajouter, après les mots "requérait expressément la possession d'une expérience antérieure utile", les mots "d'au moins un an".

Article 10

L'article 10 instaure une différence de traitement entre les membres du personnel contractuel et les agents statutaires, en ce que les membres du personnel contractuel ne peuvent accéder aux échelles de traitement III et IV.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur ce que cette différence de traitement risque d'être contestée comme étant contraire aux principes d'égalité et de non-discrimination visés aux articles 10 et 11 de la Constitution ⁽²⁾. Il vaudrait mieux omettre la disposition empêchant les membres du personnel contractuel d'accéder aux échelles de traitement III et IV.

Article 17

1. Dans la phrase liminaire du paragraphe 1^{er}, il convient de préciser que les "augmentations" sont des "augmentations intercalaires".

2. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, alinéa 3, après les mots "requière expressément la possession d'une expérience antérieure utile", il est suggéré d'ajouter les mots "de cette nature".

La même observation vaut pour le paragraphe 3, alinéa 1^{er}.

3. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 10°, il y a lieu d'ajouter *in fine* "ou de la Confédération suisse".

4. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, après le mot "approuvée", il est conseillé d'ajouter les mots "dans chaque cas".

⁽²⁾ Voir aussi l'article 30 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'État applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, qui est rédigé comme suit :
"Les personnes engagées par contrat de travail ont droit à l'échelle de traitement, au revenu minimum garanti, au pécule de vacances, à l'allocation de fin d'année et aux indemnités, allocation et primes équivalents à ceux d'un agent ayant la même fonction ou une fonction équivalente".

Article 18

La terminologie utilisée au point 4° devra être adaptée à celle en vigueur depuis la réforme des polices.

Article 20

À l'alinéa 6, dans la version française, les mots "d'une part" semblent devoir être remplacés par les mots "en partie", si telle est effectivement l'intention de l'auteur du projet.

Article 21

Si la dérogation à l'article 17 est une dérogation au paragraphe 4 de cette disposition, il serait utile de le préciser.

Article 25

1. À l'alinéa 2, deuxième phrase, au lieu d'écrire, dans la version française, "Si le grade de base appartient bien au niveau A", il serait préférable d'écrire "Si le grade de base appartient par contre au niveau A".

2. Dans la même phrase, les mots "die behoren tot het niveau A", figurant dans la version néerlandaise, ne sont pas traduits dans la version française, ce qui rend le texte français incompréhensible. La deuxième phrase de l'alinéa 2 devrait se lire comme suit dans la version française "Si le grade de base appartient par contre au niveau A, les services admissibles antérieurs qui relèvent du niveau A sont alors entièrement admissibles [... (la suite comme au projet)]."

3. Si les mots "selon un mode de nomination indépendant de sa qualité antérieure d'agent", figurant à l'alinéa 3, doivent s'entendre comme signifiant "autrement que par promotion", il vaudrait mieux utiliser cette dernière formulation.

Article 28

Au paragraphe 2, alinéa 2, il semble qu'il faut renvoyer à l'article 25, alinéa 1^{er}, et non à l'article 25, alinéa 2. C'est en effet l'alinéa 1^{er} de cette disposition qui définit ce qu'il y a lieu d'entendre par "grade de base".

Article 31

1. À l'alinéa 1^{er} de l'article 31, les mots "tels qu'ils ont été modifiés" devraient être omis. Il en ira de même du second alinéa.

Par cette double modification, il est donné suite à l'intention de l'auteur du projet de rendre les arrêtés mentionnés dans la disposition à l'examen applicables tant dans leur version actuelle que dans leurs versions futures.

2. L'intitulé correct de l'arrêté visé à l'alinéa 1^{er}, 9°, est le suivant :

"Arrêté royal du 29 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des services publics fédéraux".

3. L'intitulé correct de l'arrêté visé à l'alinéa 1^{er}, 11°, est le suivant :

"Arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public".

4. L'intitulé correct de l'arrêté visé à l'alinéa 1^{er}, 12°, est le suivant :

"Arrêté royal du 11 juin 1990 relatif à l'attribution d'une allocation pour prestations irrégulières et d'une allocation pour prestations nocturnes aux membres du personnel de Belgacom".

Article 38

Il y a lieu d'identifier à quelles hypothèses correspondent les indemnités prévues aux colonnes 4 et 5 du tableau.

Article 47

À l'alinéa 2, au lieu de renvoyer aux articles 52 à 68 du statut administratif, il serait plus exact de renvoyer aux articles 54 à 68 de ce statut. Les articles 52 et 53 de celui-ci traitent en effet de la description de fonction et ne concernent donc pas directement la procédure d'évaluation.

Article 48

1. Sans doute faut-il comprendre que sont visés, au paragraphe 3, 4°, les congés autres que ceux visés au paragraphe 2. Si tel est bien le cas, il convient de le préciser.

La même observation vaut pour l'article 60, § 3, 4°, du projet.

2. Au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, après les mots "après que cette date ait été dépassée de trois mois", il serait utile d'insérer les mots "sans que l'intéressé ait repris le travail", si telle est l'intention de l'auteur du projet.

.../...

3. À la fin du même alinéa, au lieu d'écrire "il est tenu compte des dispositions de l'article 48, § 1^{er}", il convient d'écrire "il est tenu compte des dispositions du paragraphe 1^{er}".

4. Il semble qu'il existe une contradiction totale entre l'article 60, § 2, alinéa 2, du statut administratif envisagé et l'article 48, § 5, du statut pécuniaire projeté, ces deux dispositions se référant à une même hypothèse, celle pendant laquelle l'agent est absent pendant toute la période semestrielle d'évaluation. Cette contradiction doit être levée.

L'article 70, § 3, appelle *mutatis mutandis* la même observation dans la mesure où il vise la même hypothèse.

Article 49

Les "arrêtés royaux" des 18 janvier 1994 et 25 février 1994, mentionnés dans l'article 49, § 2, 2°, sont désignés dans le projet de statut administratif comme des "arrêtés ministériels" des mêmes dates (voir par exemple l'article 158 du projet de statut administratif). Il conviendra de vérifier quelle est la nature juridique exacte de ces arrêtés, et d'adapter les deux projets de statuts en conséquence.

La même observation vaut pour l'article 67, §§ 2 et 3, du projet.

Article 50

Il vaudrait mieux que la possibilité de saisir la Chambre de Recours en cas de cotation inférieure à cinquante (ce qui implique l'exclusion de l'octroi de l'allocation) figure dans le statut administratif plutôt que dans le statut pécuniaire. Au demeurant, en vertu de l'article 96, § 1^{er}, du projet de statut administratif, la Chambre de Recours n'est compétente que pour connaître des recours contre les propositions dont elle peut être saisie en application des dispositions du statut administratif et des arrêtés d'exécution de celui-ci. En outre, la Chambre de Recours ne statue que sur des "propositions" et non sur des cotations.

Par ailleurs, le droit de saisir la Chambre de Recours en cas de proposition de mention "insuffisant" est déjà prévu dans l'article 68 du statut administratif.

Article 54

Il ressort de l'article 82, § 3, du projet de statut administratif, qu'une mission de fonction peut, dans certains cas, être attribuée à des membres du personnel contractuel engagés dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée. En réservant l'allocation visée à l'article 54 aux agents et aux membres du personnel contractuel disposant d'un contrat de travail à durée indéterminée, l'article 54 s'expose aux critiques déjà formulées au sujet de l'article 10 du projet (risque de violation des principes d'égalité et de non-discrimination). Il est renvoyé à l'observation relative à l'article 10.

Pour le surplus, il est fait référence à l'observation générale n° 2 formulée dans l'avis 41.494/4 précité.

Article 56

Le paragraphe 3 renvoie aux "prestations minimales visées à l'art.[icle] 84, § 5, du statut administratif". Cette disposition n'existe pas dans le projet soumis à l'avis de la section de législation. La disposition visée pourrait être l'article 83, § 5, du projet de statut administratif. L'auteur du projet est invité à corriger l'article 56, § 3, sur ce point.

Article 70

Les paragraphes 1^{er} et 3, relatifs aux cotations en matière d'évaluation, trouveraient mieux leur place dans le statut administratif. Les autres paragraphes de l'article 70 devront alors être adaptés en conséquence.

Articles 73 et 74

1. Au lieu d'écrire, dans la phrase liminaire de l'article 73, § 1^{er}, que "ne sont plus applicables" les textes énumérés dans ce paragraphe, il vaudrait mieux écrire que ces textes sont abrogés (s'ils ne restent pas applicables à d'autres personnes que le personnel de l'Institut), ou qu'ils sont abrogés "en ce qui concerne l'Institut" (si ces textes restent applicables à d'autres personnes que les membres de l'Institut).

2. L'article 74, § 2, devrait devenir l'article 73, § 2.

L'actuel article 73, § 2, deviendrait alors l'article 73, § 3.

Si ces suggestions sont suivies, la division de l'article 74 en paragraphes ne se justifiera plus et devra être omise.

3. L'article 74, § 1^{er}, entend donner à l'arrêté projeté un effet rétroactif. Le rapport au Roi ne contient pas d'explication sur les raisons de cette rétroactivité, ni sur les dates d'entrée en vigueur respectives fixées pour les différentes dispositions.

Ainsi que la section de législation l'a rappelé à de nombreuses reprises ⁽³⁾, il ne peut être conféré d'effet rétroactif aux arrêtés que sous certaines conditions, c'est-à-dire lorsque la rétroactivité a un fondement légal, lorsqu'elle se rapporte à une règle qui accorde des avantages, dans le respect du principe d'égalité, ou dans la mesure où elle s'impose pour assurer le bon fonctionnement des services et ne porte pas atteinte, en principe, à des situations acquises. L'auteur du projet devra être en mesure de justifier que la rétroactivité envisagée s'inscrit dans une de ces hypothèses.

⁽³⁾ Voir par exemple l'avis 38.185/1 donné le 17 mars 2005 sur un projet devenu l'arrêté ministériel du 31 mai 2006 déterminant la composition du Conseil de direction de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés (Moniteur belge du 29 juin 2006).

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	P. VANDERNOOT,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PREMIER PRÉSIDENT,

C. GIGOT

R. ANDERSEN

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.495/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 17 oktober 2006 door de Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende het geldelijk statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie", heeft op 13 november 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Reikwijdte van het ontwerp

Het ontworpen koninklijk besluit strekt ertoe het geldelijk statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna te noemen : het Instituut) aan te passen aan de wijzigingen die voortvloeien uit de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector, bij welke wet de autonomie van het Instituut ten opzichte van de overheid vergroot is. Voorts worden bij het ontwerp in het geldelijk statuut van het personeel van het Instituut de principes ingevoerd die uit de "Copernicus"-hervorming voortkomen, inzonderheid door de toekenning van een beheerstoelage verbonden aan het waarderingscijfer verkregen tijdens de halfjaarlijkse beoordeling.

Meer in het algemeen strekt het ontworpen besluit ertoe om alle bepalingen die het geldelijk statuut van het personeel van het Instituut regelen in één tekst samen te brengen. Die bepalingen zijn thans verspreid over een reeks andere teksten, die bij het voorliggende ontwerp opgeheven of vervangen worden. Parallel met dit ontwerp is ook een ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van het administratief statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie ter fine van advies voorgelegd aan de afdeling wetgeving van de Raad van State, welk advies vandaag is uitgebracht onder het nummer 41.494/4. Zoals blijkt uit het verslag aan de Koning waarvan het laatstgenoemde ontwerp vergezeld gaat, zullen deze beide ontwerpen samen

"de ruggengraat van het statuut van het personeel van het statuut van het Instituut vormen" ⁽¹⁾.

Algemene opmerkingen

1. Er wordt verwezen naar de algemene opmerkingen die in het voormelde advies 41.494/4 zijn gemaakt.

2. Wat de artikelen 5 en 6 van het ontwerp betreft, blijkt niet uit het verslag aan de Koning waarom een bijzondere regeling uitgewerkt is voor de personeelsleden die op 31 december 1993 in dienst waren. De steller van het ontwerp moet de invoering van die bijzondere regeling kunnen rechtvaardigen in het licht van het gelijkheidsbeginsel en het non-discriminatiebeginsel die verankerd zijn in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Deze opmerking geldt eveneens voor de overige bepalingen van het ontwerp waarin voor de toepassing van het geldelijk statuut scharnierdatums worden bepaald (bijvoorbeeld : artikel 15, § 1, tweede lid; artikel 17, § 1, eerste lid, 3°, tweede lid, en 6°, tweede lid; artikel 17, § 2, 1° en 2°; artikel 17, § 4 [...]).

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. De wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, waarnaar in het eerste lid wordt verwezen, vormt niet de rechtsgrond van het ontworpen besluit. De eerste aanhefverwijzing dient dan ook te vervallen.

⁽¹⁾ Verslag aan de Koning in de adviesaanvraag betreffende een koninklijk besluit tot vaststelling van het administratief statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, blz. 2.

2. Artikel 26, vierde lid, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector vormt de rechtsgrond van het ontworpen besluit. In de tweede aanhefverwijzing dienen de woorden "inzonderheid op artikel 13" vervangen te worden door de woorden "inzonderheid op artikel 26, vierde lid, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2006".

3. In de aanhef van het ontworpen besluit behoort te worden verwezen naar alle besluiten die bij de ontworpen tekst gewijzigd of opgeheven worden. Bij de verwijzing naar die regelingen moeten alle uitdrukkelijke wijzigingen worden vermeld die deze regelingen hebben ondergaan en die nog van kracht zijn, maar alleen onder opgave van aard en datum van de wijzigingsteksten. In de aanhef moeten die regelingen, wanneer daarnaar wordt verwezen, gerangschikt worden naar tijdsorde, te beginnen met de oudste.

4. In artikel 26, vierde lid, van de voormelde wet van 17 januari 2003 wordt bepaald dat het administratief statuut van het Instituut door de Koning wordt vastgesteld "op voorstel van het Instituut en na akkoord van de minister van Begroting". Vóór het lid waarin naar het advies van de inspecteur van financiën wordt verwezen, dient dan ook een lid te worden ingevoegd waarin het voorstel van het Instituut d.d. 10 februari 2006 wordt vermeld.

5. In plaats van "Gelet op het advies van de Afgevaardigde van de Minister van Begroting gegeven op 7 juli 2006" dient te worden geschreven : "Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 7 juli 2006".

Dispositief

Artikel 1

In onderdeel 3° behoort, met het oog op grotere duidelijkheid, in de Nederlandse tekst het woord "ambtenaar" te worden vervangen door de woorden

.../...

"personeelslid in vast dienstverband", terwijl in de Franse tekst het woord "agent" vervangen dient te worden door de woorden "agent statutaire".

De gehele tekst behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

Artikel 4

Artikel 4 bevat terugwerkende bepalingen, aangezien bepaald wordt dat de weddeschalen respectievelijk op 1 juli 2004 en op 1 juli 2005 in werking treden. Wat de aanvaardbaarheid van zulk een terugwerkende kracht betreft, wordt verwezen naar opmerking nr. 3 betreffende de artikelen 73 en 74.

Artikel 5

De draagwijdte van paragraaf 3 is niet duidelijk. Deze paragraaf zou bevattelijker geredigeerd moeten worden.

Artikel 9

1. In de Franse tekst van het eerste lid behoort te worden geschreven :

"Par dérogation à 'article 8, § 2, le traitement d'un agent nommé à l'essai est fixé à l'échelle II liée à son grade [...]."

2. Voorgesteld wordt om na de woorden "het bezit van nuttige vroegere ervaring" de woorden "van minstens één jaar" toe te voegen.

Artikel 10

Bij artikel 10 wordt een verschil in behandeling ingevoerd tussen leden van het contractueel personeel en personeelsleden in vast dienstverband, doordat leden van het contractueel personeel niet naar de weddeschalen III en IV kunnen overgaan.

De steller van het ontwerp wordt er opmerkzaam op gemaakt dat die verschillende behandeling het gevaar loopt betwist te worden als zijnde strijdig met het gelijkheidsbeginsel en het non-discriminatiebeginsel vervat in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet ⁽²⁾. De bepaling waarbij het leden van het contractueel personeel onmogelijk wordt gemaakt naar de weddeschalen III en IV over te gaan, zou beter vervallen.

Artikel 17

1. In de inleidende zin van paragraaf 1 behoort te worden aangegeven dat de "verhogingen" "tussentijdse verhogingen" zijn.

2. Voorgesteld wordt om in paragraaf 1, eerste lid, 4°, derde lid, na de woorden "uitdrukkelijk het bezit van een nuttige vroegere ervaring" de woorden "van die aard" in te voegen.

Deze opmerking geldt eveneens voor paragraaf 3, eerste lid.

(2) Zie ook artikel 30 van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, welk artikel als volgt luidt :
"De personen die bij arbeidsovereenkomst in dienst worden genomen hebben recht op de weddeschaal, het gewaarborgd minimumloon, het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en de vergoedingen, toelagen en premies gelijkwaardig aan die van een ambtenaar met hetzelfde of een gelijkwaardig ambt".

3. In paragraaf 1, eerste lid, 10°, behoort in fine te worden toegevoegd "of van de Zwitserse Confederatie".

4. Voorgesteld wordt om in paragraaf 1, tweede lid, te schrijven "moet voor elk geval worden goedgekeurd".

Artikel 18

De terminologie die in punt 4° gebezigd wordt, moet worden aangepast aan de terminologie die geldt sedert de hervorming van de politiediensten.

Artikel 20

In het zesde lid moet het woord "eensdeels" blijkbaar worden vervangen door de woorden "ten dele", als zulks inderdaad de bedoeling van de steller van het ontwerp is.

Artikel 21

Als de afwijking van artikel 17 een afwijking is van paragraaf 4 van dat artikel, zou zulks aangegeven moeten worden.

Artikel 25

1. In het tweede lid, tweede zin, dient het woord "wel" te worden vervangen door het woord "evenwel".

2. In de Franse tekst van diezelfde zin zijn de woorden "die behoren tot het niveau A" niet vertaald, waardoor de Franse tekst onbegrijpelijk wordt. De Franse tekst van het tweede lid, tweede zin, zou als volgt moeten luiden : "Si le grade de base appartient par contre au niveau A, les services admissibles antérieurs qui relèvent du niveau A sont alors entièrement admissibles [... (voorts zoals in het ontwerp)]".

3. Als de woorden "volgens een benoemingswijze waarbij zijn vroegere hoedanigheid van ambtenaar buiten beschouwing wordt gelaten", in het derde lid, moeten worden begrepen als "anders dan door bevordering", zou het beter zijn die bewoordingen te gebruiken.

Artikel 28

In paragraaf 2, tweede lid, moet blijkbaar verwezen worden naar artikel 25, eerste lid, en niet naar artikel 25, tweede lid. Het is immers in het eerste lid van die bepaling dat gedefinieerd wordt wat onder "basisgraad" moet worden verstaan.

Artikel 31

1. In artikel 31, eerste lid, zouden de woorden "zoals zij gewijzigd zijn" moeten vervallen. Hetzelfde geldt voor het tweede lid.

Door die dubbele wijziging wordt gevolg gegeven aan de bedoeling van de steller van het ontwerp om de besluiten die in de voorliggende bepaling worden vermeld zowel in de huidige versie als in de toekomstige versies ervan toepasselijk te maken.

2. Het juiste opschrift van het besluit waarnaar in het eerste lid, onderdeel 9°, wordt verwezen, is het volgende :

"Koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende toekenning van een gewaarborgde bezoldiging aan sommige personeelsleden van de federale overheidsdiensten".

.../...

3. Het juiste Franse opschrift van het besluit waarnaar in het eerste lid, onderdeel 11°, wordt verwezen, is het volgende :

"Arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public".

4. Het juiste opschrift van het besluit dat wordt genoemd in het eerste lid, onderdeel 12°, is :

"Koninklijk besluit van 11 juni 1990 betreffende de toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties en een toelage voor nachtprestaties aan de personeelsleden van Belgacom".

Artikel 38

Er moet worden aangegeven met welke gevallen de vergoedingen overeenstemmen die worden vermeld in de kolommen 4 en 5 van de tabel.

Artikel 47

In het tweede lid is het correcter te verwijzen naar de artikelen 54 tot 68 van het administratief statuut, veeleer dan naar de artikelen 52 tot 68 ervan. De artikelen 52 en 53 ervan handelen immers over de functiebeschrijving en betreffen dus niet rechtstreeks de beoordelingsprocedure.

Artikel 48

1. Waarschijnlijk moet paragraaf 3, 4°, aldus worden uitgelegd dat daarin de andere verlopen worden bedoeld dan die vermeld in paragraaf 2. Indien dit beslist het geval is, dient dit te worden aangegeven.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 60, § 3, 4°, van het ontwerp.

2. Het is dienstig in paragraaf 4, eerste lid, na de woorden "na drie maanden overschrijding van deze datum" de woorden "zonder dat de betrokkene het werk heeft hervat" in te voegen, indien dit de bedoeling van de steller van het ontwerp is.

3. Op het einde van hetzelfde lid dient te worden geschreven : "wordt rekening gehouden met de bepalingen van paragraaf 1" in plaats van "wordt rekening gehouden met de bepalingen van art. 48, § 1."

4. Artikel 60, § 2, tweede lid, van het bewuste administratief statuut en artikel 48, § 5, van het ontworpen geldelijk statuut lijken volledig tegenstrijdig, daar deze twee bepalingen op hetzelfde geval betrekking hebben, namelijk het geval waarin het personeelslid afwezig is gedurende een volledige zesmaandelijke beoordelingsperiode. Deze tegenstrijdigheid moet worden weggewerkt.

Over artikel 70, § 3, dient *mutatis mutandis* dezelfde opmerking te worden gemaakt, doordat het op hetzelfde geval betrekking heeft.

Artikel 49

De "koninklijke besluiten" van 18 januari 1994 en 25 februari 1994, die worden vermeld in artikel 49, § 2, 2°, worden in het ontwerp van administratief statuut aangegeven als "ministeriële besluiten" van dezelfde data (zie bijvoorbeeld artikel 158 van het ontwerp van administratief statuut). De precieze juridische aard van deze besluiten moet worden nagegaan en de twee ontwerpen van statuut moeten dienovereenkomstig worden aangepast.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 67, §§ 2 en 3, van het ontwerp.

Artikel 50

Van de mogelijkheid om beroep aan te tekenen bij de Raad van Beroep indien het waarderingscijfer minder dan vijftig bedraagt (wat uitsluiting van het genot van de toelage betekent), zou beter in het administratief statuut dan in het geldelijk statuut gewag worden gemaakt. Trouwens krachtens artikel 96, § 1, van het ontwerp van administratief statuut, is de Raad van Beroep alleen bevoegd om kennis te nemen van beroepen ingediend tegen voorstellen waartegen bij die Raad kan worden opgekomen met toepassing van het administratief statuut en van de ter uitvoering ervan vastgestelde besluiten. Bovendien spreekt de Raad van Beroep zich alleen uit over "voorstellen" en niet over waarderingscijfers.

Overigens voorziet artikel 68 van het administratief statuut reeds in het recht om bij de Raad van Beroep beroep aan te tekenen tegen een voorstel van een vermelding "onvoldoende".

Artikel 54

Uit artikel 82, § 3, van het ontwerp van administratief statuut blijkt dat in sommige gevallen een functieopdracht kan worden toegekend aan bij

.../...

arbeidsovereenkomst van bepaalde duur in dienst genomen contractuele personeelsleden. Door de toelage waarvan sprake is in artikel 54 alleen toe te kennen aan ambtenaren en contractuele personeelsleden met een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur, is artikel 54 vatbaar voor de kritiek die reeds is geuit over artikel 10 van het ontwerp (mogelijkheid van schending van het gelijkheidsbeginsel en van het beginsel van non-discriminatie). Verwezen wordt naar de opmerking over artikel 10.

Voor het overige wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 2 in het voormelde advies 41.494/4.

Artikel 56

In paragraaf 3 is sprake van de "minimumprestaties bedoeld in artikel 84, § 5, van het administratief statuut". Deze bepaling bestaat niet in het ontwerp dat om advies aan de afdeling wetgeving is voorgelegd. De beoogde bepaling zou artikel 83, § 5, van het ontwerp van administratief statuut kunnen zijn. De steller van het ontwerp wordt verzocht artikel 56, § 3, op dit punt te corrigeren.

Artikel 70

De paragrafen 1 en 3, betreffende de waarderingscijfers, zouden beter op hun plaats zijn in het administratief statuut. De andere paragrafen van artikel 70 moeten dan dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikelen 73 en 74

1. In plaats van in de inleidende zin van artikel 73, § 1, te schrijven dat de in deze paragraaf opgesomde regelgevingen "(...) niet meer van toepassing (zijn)", is het beter te schrijven dat deze regelgevingen worden opgeheven (indien ze niet van toepassing blijven op andere personen dan het personeel van het Instituut), of dat ze

.../...

worden opgeheven "wat het Instituut betreft" (indien deze regelgevingen van toepassing blijven op andere personen dan de leden van het Instituut).

2. Artikel 74, § 2, zou artikel 73, § 2, moeten worden.

Het huidige artikel 73, § 2, zou dan artikel 73, § 3, worden.

Indien op deze voorstellen wordt ingegaan, is de onderverdeling van artikel 74 in paragrafen niet meer gerechtvaardigd en moet ze vervallen.

3. Artikel 74, § 1, beoogt aan het ontworpen besluit terugwerking te verlenen. Het verslag aan de Koning bevat geen uitleg over de redenen van deze terugwerking, noch over de respectieve data van inwerkingtreding die voor de verschillende bepalingen zijn vastgesteld.

Zoals de afdeling wetgeving reeds verschillende malen eraan heeft herinnerd ⁽³⁾, is het verlenen van terugwerkende kracht aan besluiten slechts onder bepaalde voorwaarden toelaatbaar, namelijk ingeval voor de retroactiviteit een wettelijke machtiging bestaat, de retroactiviteit betrekking heeft op een regeling die met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel voordelen toekent of in zoverre de retroactiviteit noodzakelijk is voor de goede werking van de diensten en erdoor, in beginsel, geen verkregen situaties worden aangetast. De steller van het ontwerp moet kunnen aantonen dat de beoogde terugwerking past in het kader van een van deze gevallen.

⁽³⁾ Zie bijvoorbeeld advies 38.185/1, gegeven op 17 maart 2005 over een ontwerp dat heeft geleid tot het ministerieel besluit van 31 mei 2006 houdende samenstelling van de Directieraad van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers (Belgisch Staatsblad van 29 juni 2006).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	R. ANDERSEN,	eerste voorzitter van de Raad van State,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	P. VANDERNOOT,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE EERSTE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN